

É DUPLICATION ET SOCIÉTÉS

Cette revue est issue d'une série de rencontres qui ont rassemblé, depuis plus de dix ans, un grand nombre de sociologues de l'éducation de langue française. Après le colloque réuni à Toulouse en 1983 par Jean-Michel Berthelot, un groupe s'est constitué autour du Comité de recherche « Modes et Procès de Socialisation » de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF). Ce comité a organisé de nombreuses rencontres à Bruxelles, Genève, Lille, Lyon, Montréal, Paris (Université René Descartes-Paris V ou INRP), etc. Ces rencontres ont été riches et ont mobilisé bien au-delà du groupe qui a été à leur initiative. Elles ont permis de constater qu'il existe un milieu de la sociologie de l'éducation de langue française. Un milieu de travail qui ne se rassemble pas autour d'options théoriques ou méthodologiques, mais se retrouve régulièrement dans différentes manifestations. Elles ont aussi permis de constater certaines lacunes dans l'organisation de son fonctionnement: manque de lieu de capitalisation, et, partant, manque de visibilité auprès de l'opinion et des responsables politiques. Manque aussi de continuité dans le débat scientifique: des échanges s'esquissent lors des colloques, mais ils retombent vite faute de relais. C'est pour remédier à ces lacunes que cette revue a été conçue.

Éducation et Sociétés entend être l'expression de la sociologie de l'éducation dans un sens large, qui déborde la sociologie de l'école. Son projet embrasse l'ensemble du processus de socialisation de la jeune génération, avec le partage des tâches qui se renégocie en permanence entre les familles, l'école, le



jeu, la ville, le monde du travail, etc. La revue suivra également avec beaucoup d'attention toutes les propositions qui parlent d'éducation tout au long de la vie, de formation continue ou d'autodidaxie. Elle sera enfin en permanence ouverte sur l'évolution des problématiques de la sociologie générale et sur les autres secteurs de la sociologie. La discipline est diverse et l'ambition de la revue est d'exprimer cette diversité. Elle ne cherchera pas son identité en développant un point de vue d'école, mais en proposant à la communauté un ensemble de services qui dépasse sensiblement la publication d'articles et de comptes rendus d'ouvrages. Ceux-ci s'organisent autour de quatre missions.

Animation du milieu scientifique : capitalisation des résultats, organisation du débat, etc.

Depuis une quinzaine d'années, les références théoriques, les objets d'étude se sont beaucoup diversifiés. Au début des années soixante-dix, la sociologie de l'éducation s'organisait autour de l'opposition de deux grands paradigmes concurrents pour expliquer le même problème : la persistance de l'inégalité des chances à l'école. Un paradigme qui expliquait le phénomène à partir de la structure sociale et qui était surtout illustré par Pierre Bourdieu, et l'individualisme méthodologique de Raymond Boudon. Ces orientations perdurent et produisent mais d'autres sont apparues, et surtout les objets se sont beaucoup diversifiés, de telle sorte qu'aucune théorie ne peut prétendre aujourd'hui rendre compte de la totalité des phénomènes d'éducation et de socialisation. Cette situation présente certains avantages pour le développement du dialogue scientifique, mais aussi de graves inconvénients pour la capitalisation des résultats. Ceux-ci s'entrecroisent, se confortent ou quelquefois se contredisent, sans jamais s'organiser à partir de principes simples. La capitalisation de ces connaissances complexes et nuancées constitue la première mission d'*Éducation et Sociétés*. Cela passe par la préparation de dossiers thématiques, mais aussi par des notes de synthèse, la publication de bibliographies et d'analyses de conjoncture.

Un autre objectif est de relancer le débat scientifique. Pour parler de façon schématique, on pourrait dire que le sec-

teur est passé du choc des grands empires à la coexistence pacifique des principautés. Dans les années soixante et soixante-dix, les deux grands paradigmes qui prétendaient à une explication de la même question s'affrontaient dans une lutte où chacun visait l'extermination totale de l'adversaire. Aujourd'hui, la diversification des objets et des références fait que des entreprises très variées peuvent coexister sans s'affronter. Cette situation constitue sans doute un progrès sur le plan de la tolérance et du libéralisme scientifique mais le pacte de non-agression constitue aussi un risque de dépérissement de la vitalité intellectuelle. Sans ressusciter l'atmosphère des anathèmes, l'entretien de la créativité du milieu scientifique exige une confrontation qui n'existe plus actuellement.

Ce débat constituera aussi l'occasion de tisser des continuités au-delà de la succession des générations. La sociologie de l'éducation des années quatre-vingt a marqué une certaine rupture par rapport à celle des années antérieures. Elle s'est déprise de la fixation sur la question de l'égalité des chances pour explorer des champs nouveaux. Elle a ouvert les « boîtes noires » du local : les établissements, les classes, les rapports entre école et communauté. Ce faisant, elle a redécouvert les acteurs et le sens qu'ils investissent dans leur action. Elle a suivi l'intérêt de la société pour les savoirs scolaires, la manière dont ils sont élaborés et la manière dont ils prennent sens pour les enseignants et les élèves. Pour tout cela, la nouvelle sociologie de l'éducation de langue française est allée chercher une partie de ses références du côté du monde anglo-saxon, qui était jusque-là considéré avec méfiance. Le but d'*Éducation et Sociétés* est bien sûr de rendre compte de ces évolutions, mais aussi des permanences. La problématique de l'inégalité des chances est passée dans des grands observatoires quantitatifs, du type de l'INSEE ou de l'ancienne Direction de l'Évaluation et de la Prospective, en France. Ceux-ci produisent régulièrement des informations qui nourrissent aussi bien l'action politique que la recherche. C'est évidemment de cet ensemble qu'*Éducation et Sociétés* doit rendre compte. La sociologie de l'éducation vit d'un certain nombre de grandes interrogations portant sur l'intégration morale et sociale de la jeune génération, la diffusion des savoirs dans la société et la construction des compétences, l'égalité d'éducation, les droits et les devoirs respectifs de l'État, des familles ou des communautés dans ces matières, etc. Le

rôle d'Éducation et Sociétés est de rendre compte de la continuité de ces interrogations et de rendre visibles les connaissances qui ont été accumulées sur ces questions.

Cette mise en perspective historique contribuera en outre à un autre objectif, qui est de susciter la réflexion du milieu sur lui-même. Pour dresser un bilan des évolutions épistémologiques, de la manière dont les problématiques s'engendrent ou se répondent d'une période à une autre. Pour poser aussi la question de l'insertion institutionnelle de la discipline. À l'Université bien sûr: la sociologie de l'éducation peut s'inscrire dans au moins deux contextes, celui de la sociologie et celui des sciences de l'éducation. Quel est le sens de ces différences? Dans les rapports avec le politique ensuite: qui commande la recherche? Comment les résultats de cette recherche pénètrent-ils le monde de la décision? Quel est le rôle d'institutions comme le Service de la Recherche Sociologique à Genève, ou, en France, de l'Institut National de Recherche Pédagogique qui se situent à l'intersection de la recherche et de la décision politique? Quelle est la situation dans les autres pays? Quelles sont les implications de cette organisation sur la nature des recherches? Ce serait donc une sociologie de la science qu'Éducation et Sociétés voudrait contribuer à construire.

Entretien du dialogue avec les autres secteurs de la sociologie et les disciplines voisines

Une revue de sociologie de l'éducation est d'abord une revue de sociologie. L'évolution du secteur s'inscrit dans un ensemble problématique plus large. Le « retour de l'acteur » et l'attention portée au sens qu'il investit dans ses conduites, l'intérêt pour le local et la multiplicité des logiques d'action qui l'animent n'ont rien de spécifique à notre domaine. Pas plus que les interrogations contemporaines sur les limites d'un « constructivisme mou » qui a envahi l'ensemble des sciences sociales et la nécessité de retrouver un lien entre la multiplicité des études locales et une pensée de la globalité. En outre, la volonté d'entendre la sociologie de l'éducation dans un sens large implique une série de « recompositions de champ » avec la sociologie politique, la sociologie de la famille, la sociologie de la jeunesse, la sociologie urbaine ou la sociologie du travail, etc. Et sans doute l'émergen-

ce de nouveaux secteurs, comme une sociologie de l'enfance. *Éducation et Sociétés* souhaite être au centre de ces réflexions, ainsi que de celles qui se développent au contact des disciplines classiquement voisines: la philosophie, l'histoire, l'anthropologie, la démographie, la psychologie, les sciences politiques, le droit ou l'économie, et maintenant la didactique.

Développement de la confrontation internationale

Éducation et Sociétés est une revue internationale, et francophone. Cela correspond à un milieu scientifique dont elle veut conforter l'existence en en présentant l'unité et la diversité. Ce milieu est d'abord constitué de pays où la sociologie et la francophonie sont structurées: communauté française de Belgique, France, Suisse romande, Québec. La circulation des hommes et des idées y est ancienne. Elle doit bien sûr être développée mais elle s'appuie sur des traditions solides. Il n'en va pas de même des liens avec les sociologues de langue française des pays de l'Est et du Sud de l'Europe, des Balkans, de l'Amérique du nord et du sud, de l'Afrique, etc. L'Université d'Athènes a participé à l'élaboration du projet d'*Éducation et Sociétés* et contribue à son fonctionnement, mais il s'agit d'un cas isolé qu'il faudrait rendre exemplaire. *Éducation et Sociétés* souhaite établir un double lien. Informer les sociologues des pays où la langue française est minoritaire des tendances du secteur et par là maintenir le lien qui les unit à la communauté scientifique de langue française. Mais l'information ne doit pas circuler dans un seul sens. Il importe évidemment de faire connaître la situation de la sociologie de l'éducation dans ces pays et de diffuser ses résultats. Cela peut passer par des contributions à des dossiers thématiques. Cela passe surtout par des notes de synthèse présentant l'état de la recherche dans les pays ou les régions considérés. Ce sera évidemment l'occasion de contribuer à la cause de la langue française en rendant visibles des démarches peu connues. Ce sera aussi, pour l'espace francophone classique, l'occasion d'élargir le cadre de ses comparaisons et de mettre ses modèles à l'épreuve de contextes très différents de ceux dans lesquels ils ont été conçus.

Si la revue se veut l'expression d'une sociologie francophone, elle n'est pas pour autant fermée aux travaux des autres



ensembles linguistiques. La sociologie de langue française s'est beaucoup enrichie, depuis quinze ans, du contact de la recherche anglo-saxonne. C'est une tendance qu'il faut développer, et le Québec joue sur ce plan un rôle essentiel. Il y aurait sans doute même lieu d'aller plus loin et de contribuer au développement de recherches comparées. La méthodologie reste, on le sait, très insuffisante en ce domaine. Il y a donc un chantier à ouvrir pour nourrir le dialogue et la comparaison en les éclairant d'interrogations historiques et épistémologiques. Il y a lieu aussi de faire en sorte que les échanges ne restent pas à sens unique. *Éducation et Sociétés* souhaite ouvrir un dialogue qui débouche sur un approfondissement de la réflexion théorique et une meilleure diffusion de la sociologie francophone dans le monde. Là encore, ce dialogue passe par des contributions à des numéros thématiques, des notes de synthèse, mais plus encore par des débats.

Le monde anglo-saxon constitue notre premier interlocuteur, du fait de sa masse et de son importance scientifique, mais le dialogue international ne se limite pas là. Tout ce qui vient d'être dit à son propos pourrait être répété à propos des espaces germanophone, hispanophone, lusophone, etc.

Organisation de la communication entre le milieu scientifique, les responsables politiques et l'opinion

Le projet d'*Éducation et Sociétés* s'inscrit dans le cadre de référence des publications scientifiques: tout à la fois expression d'un milieu et outil de son développement. Ce seront bien sûr les critères de qualité et d'originalité scientifiques qui inspireront le choix des articles. Toutefois, ainsi qu'on l'a dit, un des problèmes de la sociologie de l'éducation qui s'est développée depuis quinze ans est son manque de visibilité. Une revue qui se veut au service de ce secteur ne remplira sa mission que si elle l'aide à faire connaître ses résultats auprès d'un large public. Ce public existe: enseignants, responsables politiques ou administratifs, journalistes spécialisés, syndicalistes, militants associatifs, élus locaux ou nationaux. Ce public est mobilisé: le développement de l'autonomie locale amène la multiplication des lieux de décision qui ont besoin d'être éclairés par la recherche. Ils sont nombreux à passer des commandes et celles-ci ont joué un

rôle décisif dans l'émergence des nouvelles orientations de la discipline. Mais il s'agit de contacts ponctuels et le domaine n'a pas d'image globale. Le renouvellement apporté par les travaux des dix ou quinze dernières années n'est pas passé dans l'opinion publique qui garde souvent de la sociologie de l'éducation l'image du début des années soixante-dix. L'obstacle pour atteindre ce public n'est plus la difficulté de la pensée ou de la langue. Les sociologues ont fait sur ce plan de louables efforts. C'est plutôt la dispersion de l'information et le manque de points de repère pour juger de son intérêt et de sa pertinence. La mission de communication d'*Éducation et Sociétés* est donc liée à sa mission de capitalisation. Mais son ambition est plus large. Ce qu'elle voudrait diffuser, au-delà des résultats de la recherche, c'est un regard sociologique. Une manière d'interroger le fonctionnement des institutions éducatives et de le confronter à un certain nombre de connaissances accumulées. C'est ainsi qu'*Éducation et Sociétés* espère contribuer à la mission générale de la discipline: augmenter la conscience que la société a d'elle-même.

Objectifs ambitieux, mais pour lesquels il nous semble que les sociétés et les milieux scientifiques présentent une certaine maturité. Les politiques reconnaissent le rôle stratégique de la connaissance dans le pilotage des systèmes éducatifs. Les scientifiques acceptent de convertir leurs compétences en expertise au service de la décision. Le but d'*Éducation et Sociétés* est donc de constituer un observatoire de cette évolution, comme des évolutions proprement scientifiques.

Calendrier et organisation

Pour les trois années à venir, *Éducation et Sociétés* se fixe un objectif de deux livraisons par an. Ces livraisons seront organisées autour d'un dossier thématique, dont la préparation sera confiée à un spécialiste du domaine. Après une brève introduction, ce dossier comprendra trois ou quatre articles qui présentent des recherches récentes et dégagent les lignes de force les plus actuelles du questionnement. La revue offrira ensuite une série de rubriques qui s'inscrivent le plus souvent dans le thème du dossier, mais qui peuvent aussi contribuer à une réflexion plus générale sur des questions vives de la sociologie de l'édu-

cation, poursuivies d'un numéro à un autre. La « Note de synthèse » correspond à la mission de capitalisation d'Éducation et Sociétés. La rubrique « Débats » a la volonté d'animer le milieu scientifique. Cette rubrique entretiendra, évidemment, des rapports avec l'ouverture internationale. C'est souvent en confrontant la situation des pays francophones à celle d'autres espaces que le débat pourra s'amorcer. D'autres rubriques se réclament d'un même principe d'ouverture, tout en étant très différentes. Dans un cas, il s'agit de « Rencontres » avec d'autres disciplines ; dans l'autre de « Rencontres » avec les sociologies francophones qui ne se situent pas à l'intérieur de l'espace traditionnel. Dans un troisième, de « Rencontres » avec les sociologies non francophones. Toutes ces rubriques ne seront pas forcément présentes dans chaque numéro, un même article pouvant correspondre à deux objectifs : note de synthèse et ouverture sur une sociologie non francophone, etc. La question de « la sociologie de la sociologie » doit aussi faire l'objet d'une rubrique régulière sous le titre de « Miroir ». Il pourra s'agir d'études mais aussi d'entretiens avec des personnalités qui ont joué un rôle important dans la recherche, l'institutionnalisation de la discipline ou la diffusion de ses résultats. Enfin, la revue comportera une rubrique régulière de recension d'ouvrages et de comptes rendus de colloques ainsi qu'une rubrique de services : annonce de colloques, constitution de groupes de recherche, etc.

Le principe du dossier thématique implique des commandes adressées à des personnalités déjà reconnues. Toutefois, le fonctionnement de la revue n'est pas fermé. Les thèmes des numéros seront annoncés assez longtemps à l'avance pour qu'il soit possible d'adresser des propositions au responsable de dossier et le comité de rédaction dégagera progressivement l'espace nécessaire pour accueillir un ou deux « varia ». Une priorité sera accordée dans ce cas aux jeunes auteurs.

Tous les articles sont bien sûr soumis à un comité de lecture, composé des membres du comité de rédaction et du comité scientifique. En outre, pour contribuer à l'animation du milieu, la revue a adopté un fonctionnement original. Le responsable du numéro passe les commandes environ dix-huit mois à l'avance. Les auteurs s'engagent à rendre une première version de leur travail au bout de six ou sept mois. Le Comité de rédac-

tion diffuse ces textes à l'ensemble des auteurs et organise un séminaire où les différents partenaires se rencontrent. Les auteurs précisent ensuite leur contribution en fonction des résultats de la discussion et le responsable du numéro s'appuie sur cette confrontation pour préparer une analyse de conjoncture qui servira de chapeau au dossier.

Les thèmes et les responsabilités sont déjà arrêtés pour les trois années à venir. On trouvera dans cette livraison le dossier « L'éducation, l'État et le local », préparé par Anne Van Haecht. Le second numéro, préparé par Régine Sirota, fera le point sur l'émergence d'une sociologie de l'enfance. Viendront ensuite un numéro sur la sociologie des savoirs dont la conception a été confiée à Bernard Lahire, puis un autre sur les nouvelles manières d'envisager la question des inégalités d'éducation, coordonné par Jean-Louis Derouet et Walo Hutmacher. Claude Trottier prépare enfin un dossier sur la transition entre l'éducation et le travail et Claude Lessard un autre sur les professions de l'enseignement.

À côté de la revue proprement dite, *Éducation et Sociétés* souhaite organiser des rencontres ou des publications qui contribueront d'une autre manière à l'animation du milieu. Le programme de ces rencontres d'*Éducation et Sociétés*, à Paris, Bruxelles, Genève, Montréal, etc. sera régulièrement publié dans la revue...

J.-L. Derouet